

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2013/11366]

12 JUILLET 2013. — Loi modifiant la loi du 20 juillet 1955  
portant institution d'un Conseil national de la Coopération (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération est remplacé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° société coopérative : la société coopérative visée au livre VII du Code des sociétés, en ce compris la société coopérative à finalité sociale visée au livre X du Code des sociétés, la société coopérative européenne visée au livre XVI du Code des sociétés, ainsi que toute société ayant une forme équivalente dans un autre état membre de l'Union européenne;

2° groupement : toute organisation ou entité qui a été désignée par au moins deux sociétés coopératives agréées pour les représenter au Conseil national de la Coopération;

3° société coopérative non affiliée à un groupement : toute société coopérative agréée qui n'a pas désigné de groupement pour la représenter au Conseil national de la Coopération;

4° autorité compétente : les cours et tribunaux ou les autorités administratives chargées de la réglementation et du contrôle du droit des sociétés. »

**Art. 3.** Dans la même loi, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« Art. 1<sup>er</sup>/1. Il est institué un Conseil national de la Coopération, dont la mission consiste à :

1° étudier et promouvoir toutes mesures propres à diffuser les principes et l'idéal coopératif tels que définis notamment par l'Alliance coopérative internationale;

2° adresser à un ministre et, dans les matières de son ressort, au Conseil central de l'Economie, soit à leur demande, soit d'initiative et sous forme de rapports exprimant les différents points de vue exposés en son sein, tous avis ou propositions concernant des questions relatives à l'activité coopérative. »

**Art. 4.** L'article 2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le Conseil national de la Coopération a pour organes l'assemblée générale et le bureau. »

**Art. 5.** L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. L'assemblée générale est composée de représentants des groupements et des sociétés coopératives non affiliées à un groupement, agréés selon les conditions fixées par l'article 5 et ses mesures d'exécution.

Chaque société coopérative non affiliée à un groupement peut désigner un représentant. Les groupements ont toutefois le droit de désigner deux représentants à l'assemblée générale. Il en va de même pour les sociétés coopératives non affiliées à un groupement qui comptent plus de 100 000 associés. Chaque représentant dispose d'une voix.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2013/11366]

12 JULI 2013. — Wet tot wijziging van de wet van 20 juli 1955  
houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 1 van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° coöperatieve vennootschap : de coöperatieve vennootschap zoals bedoeld in boek VII van het Wetboek van vennootschappen, met inbegrip van de coöperatieve vennootschap met sociaal oogmerk zoals bedoeld in boek X van het Wetboek van vennootschappen, de Europese coöperatieve vennootschap zoals bedoeld in boek XVI van het Wetboek van vennootschappen, evenals elke vennootschap die een gelijkwaardige vorm in een andere lidstaat van de Europese Unie heeft;

2° groepering : elke organisatie of entiteit die door minstens twee erkende coöperatieve vennootschappen werd aangewezen om ze te vertegenwoordigen in de Nationale Raad voor de Coöperatie;

3° niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschap : elke erkende coöperatieve vennootschap die geen groepering heeft aangewezen om haar te vertegenwoordigen in de Nationale Raad voor de Coöperatie;

4° bevoegde autoriteit : de hoven en rechtbanken of de administratieve autoriteiten bevoegd voor de reglementering en de controle van het vennootschapsrecht. »

**Art. 3.** In dezelfde wet wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 1/1. Er wordt een Nationale Raad voor de Coöperatie opgericht, waarvan de opdracht erin bestaat :

1° passende maatregelen te bestuderen en te bevorderen tot verspreiding van de beginselen en het ideaal van de coöperatie zoals met name gedefinieerd door de Internationale Coöperatieve Alliantie;

2° adviezen of voorstellen in verband met de vraagstukken over de coöperatieve bedrijvigheid over te maken aan een minister en, voor de aangelegenheden waarvoor deze bevoegd is aan de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, ofwel op hun verzoek, ofwel uit eigen beweging en in de vorm van verslagen met vermelding van de verschillende standpunten die in de Nationale Raad voor de Coöperatie uiteengezet werden. »

**Art. 4.** Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De Nationale Raad voor de Coöperatie heeft als organen de algemene vergadering en het bureau. »

**Art. 5.** Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De algemene vergadering is samengesteld uit de vertegenwoordigers van groeperingen en van niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschappen erkend conform de voorwaarden van artikel 5 en zijn uitvoeringsmaatregelen.

Elke niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschap kan een vertegenwoordiger aanwijzen. De groeperingen hebben evenwel het recht om twee vertegenwoordigers af te vaardigen voor de algemene vergadering. Hetzelfde geldt voor de niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschappen met meer dan 100 000 vennoten. Elke vertegenwoordiger beschikt over één stem.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an sur convocation du bureau. À cette réunion, le bureau présente un rapport d'activité relatif à l'année écoulée. Ce rapport d'activité est rendu public. Le bureau présente également à l'assemblée générale ses projets pour l'année à venir.

Le bureau convoque également l'assemblée générale pour une réunion extraordinaire lorsqu'il doit donner son avis sur la législation ou la réglementation touchant directement à l'existence, au fonctionnement ou aux tâches du Conseil national de la Coopération. Le bureau présente un projet d'avis à l'assemblée générale à cette fin.

Sur proposition du bureau, l'assemblée générale établit le règlement d'ordre intérieur du Conseil national de la Coopération. Celui-ci prévoit les modalités pratiques du fonctionnement de l'assemblée générale, du bureau et des commissions. Il est transmis par le bureau au ministre ayant l'Economie dans ses attributions pour approbation.

L'assemblée générale approuve dans leur intégralité les propositions qui lui sont soumises par le bureau à la majorité des deux tiers, ou les rejette complètement. Quand un projet est refusé, le bureau peut soumettre à nouveau ce projet à l'assemblée générale après amendement, ou retirer ce projet.

Les membres de l'assemblée générale exercent leur mandat à titre gratuit. »

**Art. 6.** L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Sous réserve du paragraphe 2, le bureau est composé au maximum de vingt membres ayant une voix égale, nommés par le Roi sur proposition de l'assemblée générale, selon les modalités suivantes :

1° lorsqu'il y a moins de candidats que de sièges à pourvoir, seuls les sièges pour lesquels il y a des candidatures sont pourvus;

2° chaque groupement ou société coopérative non affiliée à un groupement dispose de maximum un siège au bureau;

3° cinq sièges sont attribués aux candidats représentant les groupements qui représentent le plus grand nombre de sociétés coopératives agréées;

4° cinq sièges sont attribués aux candidats représentant les groupements ou les sociétés coopératives non affiliées à un groupement, avec le plus grand nombre d'associés faisant partie d'une société coopérative agréée. Lorsqu'une société coopérative agréée a parmi ses associés, une société coopérative non affiliée à un groupement, à quelque degré que ce soit, les associés de cette société coopérative non affiliée à un groupement sont considérés pour l'application de cet article comme étant directement associés de cette société coopérative agréée;

5° trois sièges sont attribués aux candidats représentant des sociétés coopératives non affiliées à un groupement ayant plus de 250 000 associés;

6° sept sièges sont attribués aux groupements ou aux sociétés coopératives non affiliées à un groupement qui ne rentrent pas dans les catégories reprises aux points 3° à 5°.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Roi peut augmenter le nombre de membres du bureau et décider des conditions d'attributions de ces sièges supplémentaires afin de permettre à de nouveaux secteurs d'activités d'être représentés au sein du Conseil national de la Coopération. »

**Art. 7.** Dans la même loi, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Sans préjudice des dispositions de l'article 3, le bureau est compétent pour accomplir toutes les missions que la loi confie au Conseil national de la Coopération.

De algemene vergadering wordt ten minste eenmaal per jaar bijeengeroepen door het bureau. Op deze vergadering stelt het bureau een activiteitenverslag voor van het afgelopen jaar. Dit verslag wordt bekendgemaakt. Het bureau legt eveneens zijn plannen aan de algemene vergadering voor het komende jaar voor.

Het bureau roept tevens de algemene vergadering bijeen voor een buitengewone bijeenkomst telkens wanneer er een advies dient te worden uitgebracht omtrent de wetgeving of de reglementering die rechtstreeks raakt aan het bestaan, de werking of de taken van de Nationale Raad voor de Coöperatie. Het bureau legt hiertoe een voorstel van advies voor aan de algemene vergadering.

De algemene vergadering legt op voorstel van het bureau het huishoudelijk reglement van de Nationale Raad voor de Coöperatie vast. Dit legt de concrete werkingsmodaliteiten van de algemene vergadering, het bureau en de commissies vast. Het wordt door het bureau ter goedkeuring overgezonden aan de minister bevoegd voor Economie.

De algemene vergadering keurt bij een twee derde meerderheid de haar door het bureau voorgelegde voorstellen in hun geheel goed of verworpt ze volledig. Wanneer een voorstel verworpen is kan het bureau dit voorstel ofwel amenderen en terug voorleggen aan de algemene vergadering, dan wel dit voorstel intrekken.

De leden van de algemene vergadering oefenen hun mandaat onbezoldigd uit. »

**Art. 6.** Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Onder voorbehoud van paragraaf 2, is het bureau samengesteld uit maximaal twintig leden, met gelijk stemrecht en benoemd door de Koning op voordracht van de algemene vergadering, met inachtnaam van de volgende bepalingen :

1° wanneer er minder kandidaten zijn dan het aantal voorziene zetels, worden enkel de zetels voorzien waarvoor er kandidaten zijn;

2° elke groepering of niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschap beschikt over maximaal één zetel in het bureau;

3° vijf zetels worden toegewezen aan de kandidaten die de groeperingen vertegenwoordigen welke het grootste aantal erkende coöperatieve vennootschappen vertegenwoordigen;

4° vijf zetels worden toegewezen aan de kandidaten die de groeperingen of de niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschappen vertegenwoordigen met het grootste aantal vennoten in een erkende coöperatieve vennootschap. Als een erkende coöperatieve vennootschap onder haar vennoten, ongeacht in welke graad, een niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschap heeft, worden de vennoten van deze niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschap beschouwd, voor de toepassing van dit artikel, alsof zij directe vennoten waren van deze erkende coöperatieve vennootschap;

5° drie zetels worden toegewezen aan de kandidaten die niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschappen met meer dan 250 000 vennoten vertegenwoordigen;

6° zeven zetels worden toegewezen aan groeperingen of niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschappen die niet vallen onder de onder punt 3° tot 5° vermelde categorieën. »

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de Koning het aantal leden van het bureau verhogen en beslissen over de toekenningsvoorwaarden van deze bijkomende zetels om nieuwe activiteitensectoren toe te laten om vertegenwoordigd te zijn in de Nationale Raad voor de Coöperatie. »

**Art. 7.** In dezelfde wet wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 4/1. Onverminderd de bepalingen van artikel 3, is het bureau bevoegd alle opdrachten te vervullen welke de wet toekent aan de Nationale Raad voor de Coöperatie.

Il prend ses décisions à la majorité simple des voix, sauf en ce qui concerne les matières relatives à la législation ou la réglementation touchant directement à l'existence, au fonctionnement ou aux tâches du Conseil national de la Coopération, ainsi qu'au règlement d'ordre intérieur du Conseil national de la Coopération, qui doivent être décidées à la majorité des deux tiers des voix.

Le Roi détermine les règles de fonctionnement du bureau. Il détermine la rémunération du président et le montant des jetons de présence des membres du bureau, ainsi que les conditions de remboursement de leurs frais de déplacement. »

**Art. 8.** Dans la même loi, il est inséré un article 4/2 rédigé comme suit :

« Art. 4/2. Un maximum de trois commissions permanentes ayant pour objet de préparer des avis ou d'analyser des problématiques particulières peuvent être instituées par l'assemblée générale ou le bureau.

Des commissions temporaires peuvent également être instituées par l'assemblée générale ou le bureau afin de répondre à une demande ponctuelle dans un secteur déterminé.

Le Roi détermine les règles de fonctionnement des commissions permanentes ou temporaires. Il détermine la rémunération du président et le montant des jetons de présence des membres des commissions permanentes ou temporaires, ainsi que les conditions de remboursement de leurs frais de déplacement. »

**Art. 9.** L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Les statuts et le fonctionnement des sociétés coopératives agréées affiliées ou non à un groupement sont conformes aux principes coopératifs, c'est-à-dire qu'ils prévoient notamment :

- a) l'adhésion volontaire et ouverte;
- b) l'égalité ou la limitation du droit de vote à l'assemblée générale;
- c) la désignation par l'assemblée générale des membres du conseil d'administration et du commissaire;
- d) un taux d'intérêt modéré, limité aux parts sociales;
- e) les modalités de la participation économique des membres.

Le Roi fixe, conformément à ces principes les autres conditions d'agrément et la procédure par laquelle les groupements et les sociétés coopératives affiliées ou non à un groupement peuvent être agréés pour désigner un représentant à l'assemblée générale du Conseil national de la Coopération.

L'agrément peut être refusé à une société coopérative lorsqu'il a été établi par une autorité compétente belge ou une autorité compétente de l'Etat où la société a son siège social que les statuts ou le fonctionnement de la société coopérative ne sont pas conformes aux dispositions du Code des sociétés ou du droit des sociétés dans l'Etat où elle a son siège social. »

**Art. 10.** L'article 5bis de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 28 novembre 2006, est abrogé.

**Art. 11.** L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Parmi les membres du bureau, le Roi nomme, sur proposition du bureau approuvée par l'assemblée générale, un président et un vice-président. Le président et le vice-président sont titulaires d'un diplôme en langue française pour l'un des deux et néerlandaise pour l'autre. Le président préside à la fois le bureau et l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, le vice-président le remplace. »

**Art. 12.** L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Les mandats des membres de l'assemblée générale, du bureau, du président et du vice-président ont une durée de six ans. Ils sont renouvelables.

En cas de vacance d'un mandat, le groupement ou la société coopérative non affiliée à un groupement peut désigner un autre représentant, qui remplace son ancien représentant et qui termine le mandat en cours.

Het neemt beslissingen met gewone meerderheid van stemmen, uitgezonderd over de materies inzake de wetgeving of reglementering die rechtstreeks raken aan het bestaan, de werking of de taken van de Nationale Raad voor de Coöperatie evenals over het huishoudelijk reglement van de Nationale Raad voor de Coöperatie, welke materies dienen te worden beslist met een twee derde meerderheid van de stemmen.

De Koning bepaalt de werkingsregels van het bureau. Hij bepaalt de bezoldiging van de voorzitter en het bedrag van de presentiegelden van de leden van het bureau, alsook de voorwaarden van terugbetaling van hun verplaatsingskosten. »

**Art. 8.** In dezelfde wet wordt een artikel 4/2 ingevoegd, luidende :

« Art. 4/2. Maximaal drie permanente commissies kunnen worden opgericht door de algemene vergadering of het bureau met als doel het voorbereiden van adviezen of het analyseren van specifieke problemen.

Om te beantwoorden aan een gerichte vraag van een bepaalde sector kunnen er eveneens tijdelijke commissies worden opgericht door de algemene vergadering of het bureau.

De Koning bepaalt de werkingsregels van de permanente en tijdelijke commissies. Hij bepaalt de bezoldiging van de voorzitter en het bedrag van de presentiegelden van de leden van de permanente en tijdelijke commissies, alsook de voorwaarden van terugbetaling van hun verplaatsingskosten. »

**Art. 9.** Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De statuten en de werking van de al dan niet tot een groepering behorende erkende coöperatieve vennootschappen zijn in overeenstemming met de coöperatiebeginselen, dit betekent dat zij in het bijzonder voorzien in :

- a) de vrijwillige en open toetreding;
- b) de gelijkheid of de beperking van het stemrecht tijdens de algemene vergadering;
- c) de aanwijzing van de leden van de raad van bestuur en van de commissaris door de algemene vergadering;
- d) een matige rentevoet, beperkt tot de maatschappelijke aandelen;
- e) de modaliteiten van de economische deelname van leden.

De Koning stelt overeenkomstig deze principes de andere erkenningsvoorwaarden en de procedure vast, volgens welke de groeperingen en de al dan niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschappen, kunnen worden erkend om een vertegenwoordiger af te vaardigen naar de algemene vergadering van de Nationale Raad voor de Coöperatie.

De erkenning kan geweigerd worden aan een coöperatieve vennootschap als er door een Belgische bevoegde autoriteit of een bevoegde autoriteit van een Staat waar de vennootschap haar maatschappelijke zetel heeft, werd vastgesteld dat de statuten of de werking van de coöperatieve vennootschap niet conform zijn met de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen of het vennootschapsrecht van de Staat waar ze haar maatschappelijke zetel heeft. »

**Art. 10.** Artikel 5bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 november 2006, wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Onder de leden van het bureau benoemt de Koning, op voordracht van het bureau goedgekeurd door de algemene vergadering, een voorzitter en een ondervoorzitter. De voorzitter en de ondervoorzitter zijn houder van een diploma waarvan de ene in de Franse taal en de andere in de Nederlandse taal. De voorzitter zit zowel het bureau als de algemene vergadering voor. In geval van verhindering van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem. »

**Art. 12.** Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De mandaten van de leden van de algemene vergadering, het bureau, de voorzitter en de ondervoorzitter hebben een duur van zes jaar. Zij zijn hernieuwbaar.

In het geval van een vacant mandaat kan de groepering of de niet tot een groepering behorende coöperatieve vennootschap een andere vertegenwoordiger aanwijzen die zijn vorige vertegenwoordiger vervangt en die het lopende mandaat beëindigt.

Cependant, si cette vacance concerne le président ou le vice-président du bureau, il sera procédé à une nouvelle nomination, conformément à l'article 6. »

**Art. 13.** L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Les modalités de nomination et de démission des membres de l'assemblée générale, du bureau et des commissions permanentes ou temporaires sont déterminées par le Roi. »

**Art. 14.** L'article 9 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le secrétariat du Conseil national de la Coopération est assuré par les fonctionnaires désignés à cette fin par le ministre qui a l'Economie dans ses attributions. »

Les dépenses occasionnées par le fonctionnement du conseil sont à charge du budget du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

—————  
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants.

*Documents.* — Projet de loi, 53-2758 - N° 1. — Rapport, 53-2758 - N° 2. — Texte corrigé par la commission, 53-2758 - N° 3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-2758 - N° 4.

*Compte rendu intégral.* — 12 et 13 juin 2013.

Sénat.

*Documents.* — Projet non évoqué par le Sénat, 5-2147 - N° 1.

Betreft dit evenwel de voorzitter of de ondervoorzitter van het bureau, dan zal worden overgegaan tot een nieuwe benoeming overeenkomstig artikel 6. »

**Art. 13.** Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De nadere regels inzake de benoeming en het ontslag van de leden van de algemene vergadering, het bureau en de permanente en tijdelijke commissies worden door de Koning bepaald. »

**Art. 14.** Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Het secretariaat van de Nationale Raad voor de Coöperatie wordt waargenomen door ambtenaren daartoe aangewezen door de minister bevoegd voor Economie. »

De uitgaven verbonden aan de werking van de raad komen ten laste van de begroting van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

—————  
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Stukken.* — Wetsontwerp, 53-2758 - Nr. 1. — Verslag, 53-2758 - Nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-2758 - Nr. 3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-2758 - Nr. 4.

*Integraal Verslag.* — 12 en 13 juni 2013.

Senaat.

*Stukken.* — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-2147 - Nr. 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C - 2013/21087]

20 JUILLET 2013. — Arrêté royal  
Ministre d'Etat. — Nomination

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition du Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** M. Jacques van Ypersele de Strihou, ancien Chef de Cabinet du Roi, est nommé Ministre d'Etat.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 21 juillet 2013.

**Art. 3.** Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2013/21087]

20 JULI 2013. — Koninklijk besluit  
Minister van Staat. — Benoeming

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van de Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De heer Jacques van Ypersele de Strihou, gewezen Kabinetschef van de Koning, wordt benoemd tot Minister van Staat.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 21 juli 2013.

**Art. 3.** De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO